

# GOULAG: LES VRAIS CHIFFRES

par Nicolas Werth

**Combien y a-t-il eu de prisonniers dans les camps soviétiques pendant la période stalinienne ? Cette question se pose avec acuité aujourd'hui, parce que de nouvelles archives sont ouvertes en Russie. Et que les historiens y découvrent une réalité bien différente de ce qu'on a cru et enseigné depuis plus de vingt ans : les chiffres qui circulaient jusqu'ici avaient été considérablement grossis. Nicolas Werth, chargé de recherches au CNRS, actuellement en mission à Moscou, a consulté des milliers de pages qui nous apprennent ce que fut la réalité du goulag. Il nous livre un premier bilan de ses recherches.**

L'ouverture — encore partielle, et soumise, pour les documents les plus « sensationnels », à des considérations de politique « politicienne » — des archives dans l'ex-URSS permet d'approcher aujourd'hui, de manière plus objective et documentée, la question de la répression dans l'URSS stalinienne.

Certes, un grand nombre de fonds d'archives restent pratiquement inaccessibles — les archives du KGB, les archives « présidentielles »<sup>1</sup>. Néanmoins, depuis 1990, bon nombre de statistiques relatives au Goulag (cf. *lexique*, p. 49), d'un intérêt exceptionnel, ont été exhumées dans les archives du Comité central et des différents Commissariats du

peuple auxquels le NKVD envoyait régulièrement des rapports. Des documents longtemps gardés secrets, aussi importants que les recensements de 1937 et de 1939, sont également devenus disponibles. Nous disposons ainsi aujourd'hui d'un corpus statistique, certes encore incomplet, mais qui permet néanmoins, nous semble-t-il, de faire provisoirement le point sur un certain nombre de questions et d'esquisser une approche statistique, enfin fondée sur des documents, de la répression stalinienne.

Depuis l'étude pionnière de D.J. Dalin et B.I. Nikolaevski *Forced labour in Soviet Russia*, parue en 1948, des di-

zaines d'articles et d'ouvrages, historiques ou littéraires (le plus célèbre étant *L'Archipel du Goulag* d'Alexandre Soljenitsyne) ont donné leur chiffre des détenus du Goulag. En l'absence de toute statistique pénale fiable, de tout accès aux archives, mémorialistes, écrivains et historiens avaient fait appel aux témoignages d'anciens détenus ou de membres du NKVD passés à l'Ouest, ainsi qu'aux rares séries statistiques disponibles. Celles-ci concernaient la population active, les personnes privées de leurs droits civiques, l'évolution du nombre des adhérents au Parti, etc.

Or toutes ces données laissaient apparaître d'importantes distorsions.





*Détenus du camp 013, en Sibérie, photographiés dans les années 1950 par un autre prisonnier, Vladimir Ablamski, qui nous a laissé de précieux documents sur la vie du goulag (cf. V. Ablamski/BDIC).*

« Grande Terreur » (1937-1938) ; 1 million d'exécutions et 2 millions de morts dans les camps durant ces deux années. Résultat : 9 millions de détenus en 1939, « sans compter les droits communs ». Estimant la moyenne des détenus à 8 millions par an, sur toute la période de la fin des années 1930 à 1953, avec une mortalité annuelle moyenne « d'environ 10 % », R. Conquest concluait que 12

D'abord dans la croissance démographique : à croissance constante, sur la lancée des années 1920, la population soviétique aurait dû être supérieure de dix millions environ en 1939 ; le tassement de la natalité ne suffisant pas à expliquer ce « manque », on invoquait la surmortalité, liée à la famine de 1932-1933, à la Grande Terreur de 1937-1938 et au régime concentrationnaire. D'autre part, le chiffre global de la population active étant supérieur à celui de la population active répartie par professions, le « résidu » était supposé comprendre les militaires, les employés du NKVD et les détenus.

Au terme de complexes recoupe-  
ments, d'extrapolations plus ou moins hasardeuses, s'était imposée l'estimation proposée dès 1948 par Dallin et Nikolaevski, reprise en 1951 dans l'ouvrage bien connu de A. Avtorkhanov, popularisée en 1968 par R. Conquest, *La Grande Terreur* (cf. *Pour en savoir plus*), et définitivement consacrée, auprès du grand public, par Alexandre Soljenitsyne (*L'Archipel du Goulag*), selon laquelle il y aurait eu, à la fin des années 1930, dans les camps soviétiques, une dizaine de millions de personnes. Pour R. Conquest, le décompte était, grosso modo, le suivant : 5 millions déjà internés début 1937 ; 7 millions de personnes arrêtées durant les deux années de la

Chargé de recherche au CNRS, Nicolas Werth, auteur de nombreux ouvrages sur l'histoire soviétique (dont *Histoire de l'Union soviétique. De l'Empire russe à la CEI. 1990-1991*, Paris, PUF, 2<sup>e</sup> éd., 1992), achève actuellement une biographie de Dzerjinski (à paraître chez Fayard) et prépare un recueil de documents d'archives : *La Société soviétique à travers les rapports de la police politique. 1921-1991* (à paraître chez Gallimard). Son dernier article dans *L'Histoire* était intitulé « Félix Dzerjinski et les origines du KGB » (n° 158).

millions de personnes avaient péri dans les camps durant cette période. En y ajoutant les victimes de la collectivisation et de la famine de 1932-1933, il parvenait à un chiffre avoisinant les 20 millions.

L'estimation d'une dizaine de millions de personnes détenues dans les camps soviétiques à la fin des années 1930 (12 millions au début des années 1950) avait beau être contestée par un certain nombre de chercheurs (N.S. Timasheff, A. Bergson, S. Wheatcroft, N. Jasny pour ne citer que les plus connus), qui considéraient qu'elle était très fortement « gonflée » (leur propre estimation oscillait entre 2 et 4 millions de détenus), le chiffre d'une dizaine de millions, cautionné par les plus grands noms de la dissidence soviétique (Alexandre Soljenitsyne, Andreï Sakharov, R. Medvedev) s'imposa peu à peu aussi bien en Occident que dans l'URSS de la perestroïka. A ces 10 millions, journalistes et éditorialistes d'une presse enfin libérée n'hésitèrent pas à ajouter, pêle-mêle, tous ceux qui avaient été exilés, et qui travaillaient, sous la surveillance du NKVD, dans des « zones spéciales » (*troud* ou *spetzposelki*) (cf. *lexique*, p. 49) et dont Alexandre Soljenitsyne avait estimé le nombre à 15 millions, les fusillés, les victimes de la famine, les prisonniers de guerre soviétiques incarcérés à leur retour dans des camps spéciaux, les peuples déportés, pour arriver, au bout du compte, à « plusieurs dizaines de millions de réprimés ».

Dans ce contexte, la publication, dans des revues scientifiques à faible tirage, par des historiens russes (V.N. Zemskov, A.N. Dougin, O.V. Klevnjuk), de statistiques inédites du Goulag allant à contre-courant de cette « inflation » de victimes, passa inaperçue.

Extrêmement détaillées, ces statistiques révèlent (cf. *courbe*, p. 41) une population pénale très inférieure aux estimations évoquées plus haut : le nombre des détenus du Goulag oscille

en effet entre 0,5 million de personnes en 1934 (date à laquelle le Goulag, définitivement organisé, reçoit la gestion de l'ensemble des camps) et 2,5 millions au début des années 1950, avec une « moyenne » d'environ 2 millions de détenus pour les années 1937-1938 — 1952-1953. Le système concentrationnaire soviétique connaît son apogée dans l'immédiat après-guerre, au moment où affluent au Goulag des catégories nouvelles : prisonniers de guerre soviétiques, « éléments étrangers » des régions nouvellement incorporées, collaborateurs réels et supposés, personnes condamnées en vertu du décret du 4 juin 1947. La prolongation de peine, infligée par simple mesure administrative, à un grand nombre de personnes condam-

nées dans les années 1937-1938 à dix ans de camp, la suppression temporaire (1947-1950) de la peine de mort, la baisse de la mortalité des détenus, à la suite de la prise de conscience des autorités de la nécessité de « préserver » une main-d'œuvre économiquement utile, expliquent aussi que la population pénale ait été à son maximum au début des années 1950.

La plus forte augmentation annuelle de la population pénale a bien lieu au cours de l'année 1937 : au cours de cette année-là, elle s'accroît de 700 000 personnes environ, dont 350 000 « personnes condamnées pour contre-révolution ». Il ne découle évidemment pas de ces données, comme nous le montrerons plus loin, que la « Grande Terreur »

#### RÉPARTITION DES DÉTENUÉS DU GOULAG PAR TYPE DE CONDAMNATION AU 1<sup>er</sup> JANVIER 1951

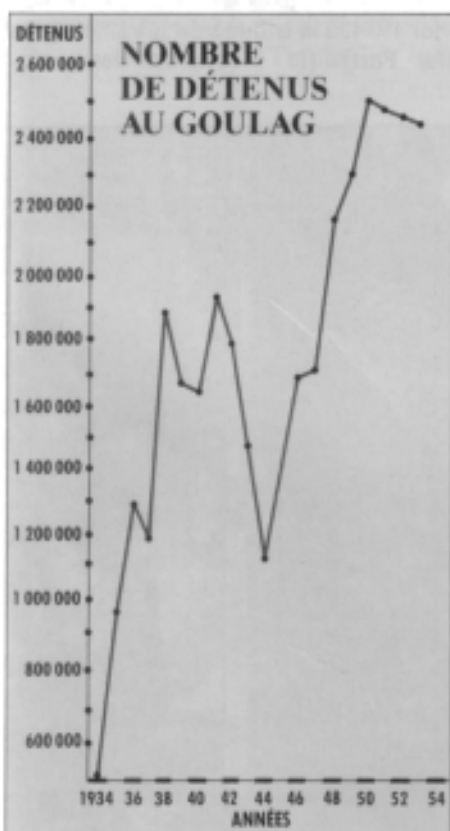
ACTIVITÉS CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES		DROITS COMMUNS	
Trahison	334 538	Condamnés en vertu des décrets du 4 juin 1947 sur « la propriété de l'État » et « la propriété des citoyens »	1 031 296
Espionnage	18 337	Délits économiques et abus d'autorité	128 618
Terrorisme	7 515	Hooliganisme	93 477
Intentions terroristes	2 329	Dilapidation de la propriété socialiste	72 293
Diversions	3 250	Spéculation	73 205
Sabotage contre-révolutionnaire	4 494	Banditisme (attaques à main armée)	77 863
Refus de travail dans le camp	10 160	Délits contre la propriété individuelle	61 194
Tentative de fuite ou évasion	22 687	Infractions à la loi sur les passeports	40 599
Participation à l'activité de groupes antisoviétiques	46 582	Meurtres	41 443
Propagande antisoviétique	99 401	Absentéisme, abandon du poste de travail	26 485
Banditisme politique	12 947	Viol	35 518
Membres des familles des traîtres	3 256	Désertion et autres délits militaires	61 420
Éléments socialement dangereux et nuisibles	4 011	Port d'armes	12 932
Autres activités contre-révolutionnaires	10 371	Tentatives d'évasion	22 074
		Vol de bétail	15 112
		Départ du lieu de déportation	4 349
		Tentative de passage de la frontière d'État	1 920
		Autres	148 360
<b>TOTAL</b>	<b>579 878</b>	<b>TOTAL</b>	<b>1 948 158</b>

TABLEAU 1. Deux types de détenus étaient emprisonnés au Goulag : les coupables d'activités contre-révolutionnaires et les « droits communs » ; ces derniers représentant plus de 75 % de l'ensemble des détenus en 1951. La « trahison » est à l'origine de près de 60 % des condamnations pour activité contre-révolutionnaire. Quant aux « droits communs », plus de la moitié d'entre eux sont coupables d'atteinte à la « propriété de l'État » ou « des citoyens » (V. N. Zemskov, *Sociologičeskie Issledovanija* n° 7, 1991, p. 10).



ne s'est soldée, en 1937, « que » par 350 000 incarcérations de « politiques » dans les camps. Mais le chiffre de 7 millions de personnes arrêtées, pour des motifs politiques, en 1937-1938, est indéfendable.

Oscillant entre un quart et un peu plus du tiers des détenus, le contingent des personnes condamnées pour « activités contre-révolutionnaires » au titre des nombreux alinéas du tristement célèbre article 58 du Code pénal<sup>2</sup> peut être considéré comme reflétant partiellement le niveau de la répression « politique », hors déportations et exécutions (cf. tableau 1, p. 40). Les autres détenus étaient-ils tous pour autant des « droits communs », dans le sens habituel de ce terme ? Le plus souvent d'origine popu-



laire, ils s'étaient retrouvés en camp après être tombés sous le coup d'une des innombrables lois répressives qui sanctionnaient presque chaque sphère d'activité, depuis la « dilapidation de la propriété kolkhoziennne », le retard à l'usine, jusqu'au mauvais fonctionnement des transports ferroviaires, et dont le but, partout identique, était de mettre au travail et de discipliner des masses peu enclines à collaborer à la reconduction et à

#### ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DÉTENUÉS DANS LES « CAMPS DE TRAVAIL » 1934-1947

	PRÉSENTS AU 1 <sup>er</sup> JANVIER	ARRIVÉES DANS L'ANNÉE	DÉPARTS DANS L'ANNÉE	DÉCÉDÉS DANS L'ANNÉE
1934	510 307	593 702	378 526	26 295
1935	725 483	524 328	410 405	28 328
1936	839 406	626 069	644 594	20 595
1937	820 881	884 811	709 325	25 376
1938	996 367	1 036 165	715 337	90 546
1939	1 317 195	749 647	722 434	50 502
1940	1 344 195	1 158 402	1 002 286	46 665
1941	1 500 524	1 343 663	1 428 591	100 997
1942	1 415 996	806 047	1 221 905	248 877
1943	983 974	477 175	797 555	166 967
1944	663 594	379 589	327 677	60 948
1945	715 506	432 917	555 524	43 848
1946	600 897	636 188	428 246	18 154
1947	808 839	748 620	449 402	35 668

TABLEAU 2. Le goulag comprend deux grandes catégories administratives de lieux de travail forcé : les « camps de travail » et les « colonies de travail ». Ce tableau prend en compte la première catégorie. Les « départs » comprennent quatre groupes : les départs vers d'autres lieux de détention (colonies) ou de déportation (zones spéciales), les fuites ou disparitions, les libérations et les morts. Le taux de mortalité enregistré dans les « camps de travail » varie considérablement, selon les années, de 2,5 % (1936) à 17,6 % (1942) (V.N. Zemskov, Argumenty i Facy n° 45, 1989, p. 6).

On voit ici nettement la forte croissance du nombre des détenus en 1937-1940, (« Grande Terreur » arrivée de nouveaux prisonniers en provenance des territoires occupés par les Soviétiques — Pologne orientale, Pays Baltes, Biélorussie et Ukraine occidentale, Moldavie), la « décrue » des années 1942-1944, due à la fois à une très forte mortalité des détenus, pratiquement affamés, et à un certain nombre de libérations : conformément aux décrets des 12 juillet et 24 novembre 1941, 975 000 personnes environ quittèrent les camps pendant la guerre pour rejoindre l'Armée Rouge. La très forte remontée de la courbe à partir de 1945 s'explique par l'arrivée au Goulag de nouvelles catégories de personnes : prisonniers de guerre soviétiques, « nationalistes » des territoires rattachés de force à l'URSS, collaborateurs réels et supposés, etc.

la reproduction du système. Ainsi, au 1<sup>er</sup> janvier 1951, sur les 1 948 228 « droits communs » recensés (cf. tableau 1, p. 40), 735 833 (soit 38 % environ) avaient été condamnés en vertu de la « loi scélérate » du 7 août 1932 (permettant de condamner à la peine de mort ou à dix ans de camp « toute escroquerie au préjudice d'un kolkhoze » — il suffisait de voler quelques épis pour être condamné), des décrets du 26 juin et du 10 août 1940

(réprimant « l'abandon du poste de travail », les retards injustifiés, supérieurs à vingt minutes (!), la production de produits défectueux, le hooliganisme et les petits larcins sur le lieu de travail) et de la loi du 4 juin 1947 (très proche, par l'esprit et la lettre, de la loi du 7 août 1932, et stipulant que « toute atteinte à la propriété de l'État ou d'un kolkhoze » était passible d'une peine de cinq à vingt-cinq ans de camp). En outre, plus de 40 000 personnes classées parmi les « droits communs » étaient détenues pour avoir enfreint la loi sur le « système des passeports »<sup>3</sup>, qui réglementait les migrations vers les grandes villes.

Les statistiques du Goulag récemment découvertes montrent aussi que la rotation de la population carcérale a été très importante, plus importante que ne le présente la « littérature concentrationnaire ». Cette rotation s'explique par le nombre relativement important de peines inférieures à cinq ans (60,7 % des détenus au 1<sup>er</sup> janvier 1940, par exemple). Ainsi, pour les années 1934-1947 (période pour laquelle les statistiques des entrées et sorties du Goulag sont les plus complètes), le nombre cumulé des entrées atteint 10,4 millions de





personnes (cf. tableau 2, p. 41) pour les seuls ITL (cf. lexique, p. 49). En extrapolant ce chiffre pour l'ensemble de la population détenue dans les camps, on obtient un nombre cumulé d'environ 15 millions de personnes sur quatorze ans. Durant la même période, 6 millions de personnes environ sont libérées.

## EFFICACITÉ ET GESTION DU GOULAG

Qu'apprenons-nous enfin, à la lumière de ces nouvelles données, sur la mortalité dans les camps ? Celle-ci a considérablement varié selon les années, oscillant de 2,5 % (1936) à 18,4 % (1942). Outre 1942 et 1943, les années les plus dévastatrices furent 1944 et 1938, durant lesquelles plus du dixième des détenus périrent. En quatorze ans (1934-1947), 1 million de morts furent enregistrées dans les seuls ITL. En extrapolant pour l'ensemble des camps (ITL et ITK) (cf. lexique, p. 49) et pour l'ensemble de la période 1934-1953, on parvient à un chiffre d'au moins 2 millions de morts.

Les données que nous venons de présenter sur le nombre de détenus dans le Goulag sont confirmées par au moins deux autres sources, très différentes. La première est une note envoyée, le 24 avril 1939, par L. Beria (nommé, quelques mois plus tôt, à la tête du NKVD en remplacement de N. Ejov) au Politburo, dans laquelle celui-ci expliquait qu'il avait besoin de 1 550 000 travailleurs valides pour réaliser le plan économique de 1939 dévolu à ses services ; il ne disposait alors que de 1 264 000 travailleurs valides ; parmi lesquels 150 000 « au moins étaient faibles et inaptes à un travail plein temps ». Cette note avait été précédée, deux semaines plus tôt, d'un véritable « programme de réorganisation du Goulag », dans lequel le nouveau commissaire du peuple à l'Intérieur déplorait l'état des camps. Son prédécesseur, expliquait-il en substance, n'avait pas pris en considération « l'aspect économique » du Goulag ; la norme d'alimentation des détenus avait été calculée « pour des gens assis en prison » — aussi les années précédentes

(1937 et 1938) avaient-elles vu fondre le nombre de détenus aptes au travail physique. Beria proposait, quant à lui, une augmentation des normes alimentaires des détenus, la suppression de toutes les libérations anticipées, le renforcement de la discipline, la punition exemplaire de tous les « tire-au-flanc » et autres « désorganiseurs de la production » afin « d'utiliser rationnellement et au maximum toutes les capacités physiques des détenus ». Ce document éclaire d'un jour nouveau la mystérieuse mise à l'écart, à la fin de 1938, du « maître d'œuvre » de la Terreur, N. Ejov, remplacé par L. Beria, soucieux de mettre fin au « désordre » dans la gestion du Goulag et d'utiliser plus efficacement l'abondante main-d'œuvre pénale à sa disposition.

Une seconde source, récemment exhumée après un demi-siècle de silence, et qui confirme l'ordre de grandeur —

2 millions environ — des détenus dans les camps à la fin des années 1930, est constituée par les recensements de 1937 et de 1939. Nous évoquerons rapidement l'étonnante histoire de ces recensements censurés. Le premier se déroula le 5 janvier 1937 ; il fut mené à bien, mais ses résultats ne furent jamais publiés ! En effet, dès le 24 janvier, N. Kraval, responsable de l'opération, avait communiqué à Staline et à Molotov les résultats préliminaires du recensement, selon lesquels la population de l'URSS atteindrait à peine 162 millions d'habitants (156 millions de citoyens « ordinaires » et 6 millions de militaires — professionnels et appelés, et citoyens soumis au « recensement spécial » — population des camps, prisons et autres « zones spéciales » dépendant du NKVD). Or, trois ans plus tôt, en janvier 1934, à la tribune du XVII<sup>e</sup> congrès du Parti (le « congrès des vain-





queurs », Staline avait annoncé que la population de l'URSS s'élevait, en 1932, à 168 millions. D'où Staline avait-il tiré ce chiffre, nul ne le sait. Mais la statistique devenait « contre-révolutionnaire » si elle ne le validait pas. C'est pourquoi le chiffre, bien inférieur, de 162 millions ne fut jamais rendu public. Il s'expliquait, en grande partie, par la très forte surmortalité de 1933 (6 millions de décès en plus des 4 millions annuellement observés), année de la terrible famine provoquée par la collectivisation forcée des campagnes. Aucune mention ne fut plus jamais faite de ce recensement, qu'un décret du Conseil des commissaires du peuple annula purement et simplement, le 27 septembre 1937, sous le prétexte qu'il avait « été réalisé en violation profonde des fondements élémentaires de la science statistique et en violation des instructions du gouvernement ». Toutes les per-

sonnes y ayant participé, de près ou de loin, furent arrêtées, déportées ou fusillées.

Le « nouveau » recensement du 17 janvier 1939 ne fut, lui non plus, jamais publié. Le bilan définitif conduisit à une estimation de la population de 167,3 millions. On sait aujourd'hui que la manipulation ne s'effectua qu'en dernier lieu, lorsque ce chiffre fut communiqué à Staline. Celui-ci fit ajouter 2,7 millions, pour arriver au chiffre « désiré » en 1937, soit 170 millions. Deux courts articles dans la *Pravda* (2 juillet 1939 et 29 avril 1940), quelques données éparses publiées à l'occasion du recensement de 1959 seront, jusqu'en 1990, les seuls résultats diffusés du recensement de 1939. Parmi les données de ces recensements, aujourd'hui enfin disponibles, figurent les chiffres qui nous intéressent plus particulièrement dans le cadre de cet article : ceux

des « contingents spéciaux » du NKVD.

Ces contingents étaient divisés en trois catégories : A, B et V. Les deux premières étaient composées du personnel du NKVD (depuis l'administration centrale, les troupes spéciales, jusqu'au personnel des camps, prisons et « zones spéciales ») et la troisième regroupait les détenus et les personnes déportées et travaillant dans des « villages de travail » (« *troudposelenija* ») dépendant du NKVD. En 1937, le contingent V comptait environ 2 200 000 personnes ; en 1939 — environ 2 900 000. Les contin-

*Page de gauche, le prisonnier Vladimir Ablamski. Ci-dessous, ses codétenus au travail dans la forêt sibérienne ; les zeks y passaient huit à dix heures par jour, en été sous une chaleur torride, en hiver par un froid qui pouvait atteindre -40° C (cf. V. Ablamski/BDIC).*





*Un camp de Sibérie voué à l'abandon et à l'oubli, après la déstalinisation. Le taux de mortalité enregistré dans ces camps, où ont été enfermés des millions de prisonniers, a considérablement varié selon les années. Celles de la guerre ont été les plus terribles (cl. V. Ablamski/BDIC).*

gents A et B, personnel du NKVD chargé de gérer et de garder les détenus — étaient d'environ 410 000 personnes en 1937 et 540 000 personnes en 1939. Les chiffres du contingent V, bien que légèrement différents de ceux révélés par la statistique interne du Goulag, citée plus haut, sont du même ordre de grandeur et parfaitement compatibles avec eux. Ils sont plus élevés, car ils prennent en compte, outre la population des camps proprement dite, les personnes incarcérées en prison (entre 200 et 300 000 en « moyenne mensuelle », les prisons n'étant qu'un lieu de transit vers le camp ou l'exécution) ainsi qu'une catégorie de « réprimés » dont il est temps maintenant de parler, les « *troudposelents* », au nombre d'environ 1 million de personnes à la fin des années 1930, et de 2 750 000 à la mort de Staline.

La catégorie des « *troudposelents* » (que l'on pourrait traduire par « colons de travail ») apparut au moment de la collectivisation. Au début du mois de janvier 1930 fut, en effet, instituée une commission spéciale dirigée par V. Mo-

lotov, chargée d'organiser, selon l'expression de Staline, « *le passage de la limitation des tendances exploiteuses des koulaks [paysans aisés] à la liquidation des koulaks en tant que classe* ». Les koulaks furent classés en trois catégories : la première regroupait ceux qui étaient « *engagés dans des activités contre-révolutionnaires* » ; la deuxième, ceux qui « *manifestaient une opposition moins active, mais qui étaient des archi-exploiteurs qui ne pouvaient naturellement qu'aider la contre-révolution* ». Tous devaient être arrêtés, déportés, par simple mesure administrative, dans des régions reculées du pays, et leurs biens confisqués. Les koulaks de troisième catégorie, qualifiés de « *loyaux envers le régime* », devaient, quant à eux, être arrêtés et transférés dans les limites de leur région, « *hors des zones prévues pour être collectivisées, sur des sols nécessitant une amélioration* ».

On s'est longtemps interrogé sur l'ampleur de la dékoulakisation. Les documents d'archives aujourd'hui disponibles font état de 381 026 familles, soit 1 803 392 personnes « dékoulakisées » en 1930-1931. Sur ce nombre néan-

moins, seuls 1 317 022 étaient recensés au 1<sup>er</sup> janvier 1932. Un certain nombre de personnes avaient, sans doute, réussi à s'enfuir durant les trois, quatre, voire six mois de transfert — avec de longs arrêts dans des gares transformées en véritables camps (les déportés étaient convoyés le plus souvent en trains spéciaux, appelés « *trains de la mort* », par groupes de plusieurs milliers de personnes). Mais une grande partie des 500 000 « manquants » étaient morts en route, de faim, de maladie et d'épuisement, comme en témoigne ce rapport, parmi des centaines d'autres, du responsable des « zones spéciales » de la région de Novossibirsk, daté du 20 décembre 1931 : « *La forte mortalité observée pour les convois n° 18 à 23 en provenance du Caucase du Nord — 2 421 personnes sur 10 086 au départ (soit 24 %), peut s'expliquer par les raisons suivantes :*

1) *une approche négligente-criminelle dans la sélection des contingents de déportés, parmi lesquels figuraient de nombreux enfants, vieillards de plus de soixante-cinq ans et malades, incapables de supporter un long transfert ;*

2) *le non-respect des directives concernant le droit pour les déportés de prendre*

## LA RÉPRESSION DES « ÉLÉMENTS ANTISOVIÉTIQUES »

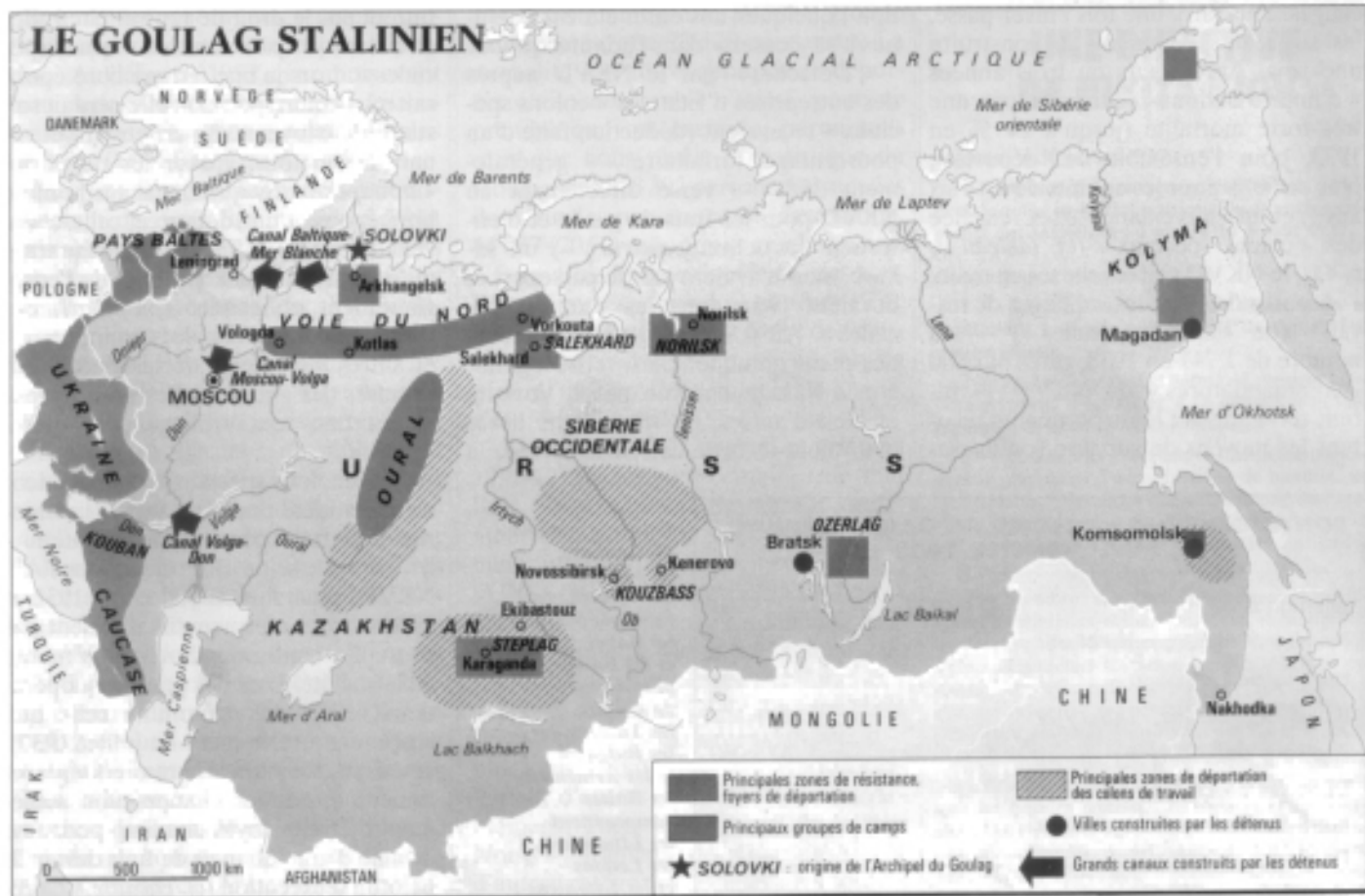
Envoyer aux secrétaires du parti communiste des régions et aux comités centraux des partis communistes nationaux le télégramme suivant :

« *Il a été remarqué qu'un grand nombre d'anciens koulaks et de criminels, déportés dans les régions éloignées de la Sibérie et du Grand Nord, puis revenus chez eux, sont impliqués aujourd'hui dans toute une série d'actions de diversion terroristes et d'activités antisoviétiques, aussi bien dans les kolkhozes et les sovkhozes que dans les transports et les entreprises. Le Comité central propose à tous les secrétaires des organisations régionales du Parti et à tous les représentants régionaux du NKVD de recenser tous ces éléments antisoviétiques. Les plus actifs seront immédiatement arrêtés et fusillés après passage administratif de leur dossier devant des troïkas. Les autres, moins actifs, mais néanmoins antisoviétiques, seront internés et déportés. Le Comité central proposera, dans un délai de cinq jours, la composition des troïkas régionales ainsi que la quantité de personnes à fusiller et à déporter.* »

Le Secrétaire du Comité central J. Staline.

(Extrait du protocole n° 51 de la réunion du Politburo du 2 juillet 1937. Résolution n° 94

« Des éléments antisoviétiques ».)



**ÉVOLUTION DU NOMBRE  
DES « COLONS SPÉCIAUX » DÉPORTÉS  
DE 1932 À 1940**

	PRÉSENTS AU 1 <sup>er</sup> JANVIER	ARRIVÉES DANS L'ANNÉE	DÉPARTS DANS L'ANNÉE	DÉCÉDÉS DANS L'ANNÉE
1932	1 317 022	201 502	376 440	89 754
1933	1 142 084	398 407	467 945	151 601
1934	1 072 546	254 997	353 850	40 012
1935	973 693	246 194	202 754	22 173
1936	1 017 133	164 902	265 248	19 891
1937	916 787	128 047	167 183	17 037
1938	877 651	424 565	363 664	15 961
1939	938 552	220 699	161 738	16 691
1940	997 513	137 278	204 579	16 401
<b>TOTAL</b>		<b>2 176 791</b>	<b>2 563 601</b>	<b>389 521</b>

TABLEAU 3. Le groupe des « arrivées dans l'année » comprend les enfants nés dans l'année (en augmentation assez régulière avec une pointe de 33 716 en 1939), les nouveaux déportés (c'est en 1938 qu'ils sont les plus nombreux : 343 762), les ramenés de fuite (en diminution constante à partir de 1933) et les assignés à résidence après une peine de prison ou de camp.

Les « départs dans l'année » comprennent les fuyards (de 207 010 en 1932 à 4 430 en 1940), les libérés (inexistants en 1932 et 1933, ils sont 85 486 en 1940), les transférés en camps ou entreprises gérées par le NKVD et les « détachés » dans les entreprises non gérées par le NKVD.

Les détenus du goulag ont été enfermés soit dans des camps, soit dans des colonies de travail. Cette deuxième catégorie vit affluer, avant-guerre, les koulaks, et après, les peuples déportés, essentiellement du Caucase, de Crimée, des Pays Baltes et de Géorgie.

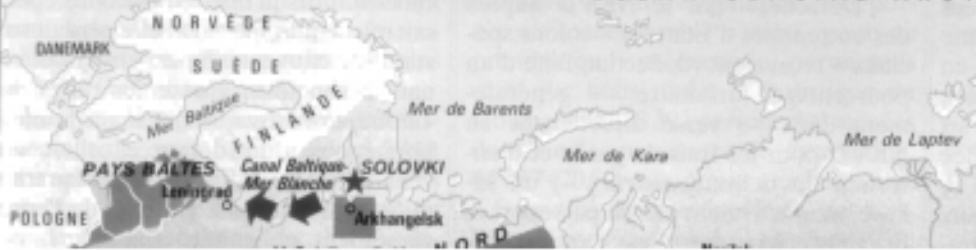
avec eux des provisions pour deux mois de transfert ; la plupart d'entre eux n'ont ainsi disposé que des 200 à 300 grammes de pain de mauvaise qualité qui leur était donné au mieux une fois par jour ;

3) l'absence d'eau bouillie, qui a obligé les déportés à boire de l'eau souillée. Beaucoup sont morts de dysenterie et d'autres épidémies durant le transfert... »

Une fois arrivés « à destination » — en général dans les lieux les plus reculés et les plus inhospitaliers de la Sibérie, de l'Oural ou du Kazakhstan —, les « colons spéciaux » étaient livrés à eux-mêmes. Ceux qui avaient eu le temps ou la possibilité d'emporter quelques outils pouvaient alors essayer de se confectionner un abri rudimentaire, le plus souvent un simple trou dans la terre (« zemlianka ») recouvert de bran-

## LE GOULAG STALINIEN

Océan Glacial Arctique



chages. Plus tard, une fois l'hiver passé, les survivants tâchaient de construire une izba. Après deux ou trois années « d'improvisation », marquées par une très forte mortalité (jusqu'à 14 % en 1933, pour l'ensemble des déportés ; plus de 50 % pour les enfants de un à six ans !) et une surveillance assez relâchée des « colons spéciaux » (cf. tableau 3, p. 45), le NKVD prit les choses en main.

A partir de 1934, les « villages de travail » (ou « zones spéciales ») — au nombre de 1 741 en 1938, gérés par 800 « commandatures » du NKVD — furent réorganisés ; leurs occupants reçurent les moyens de survivre (outils, se-

tion ; quelques-uns enfin étaient parvenus à se « caser » dans l'administration.

« Détachés » par le NKVD auprès des entreprises d'État, les « colons spéciaux » recevaient (déduction faite d'un pourcentage forfaitaire — généralement 25 % — versé directement au NKVD pour les frais de garde et d'entretien des « *troudposeletsy* ») un salaire, mais n'avaient pas de passeport et devaient vivre dans les « zones spéciales ». Ainsi, sur les grands chantiers des plans quinquennaux, tels Magnitogorsk, Karaganda, Kouznetsk, Vorkuta et bien d'autres, les travailleurs libres côtoyaient-ils cette catégorie hybride, à

tinrent pas le droit de rentrer chez elles et durent se fixer dans les « zones spéciales ». Lorsqu'une femme libre épousait un « colon spécial », elle perdait son statut de citoyenne à part entière et venait, à son tour, grossir les rangs des « *troudposeletsy* » (mais si un homme libre épousait une déportée, celle-ci devenait libre !). Enfin, avec l'instauration du système des passeports et de l'enregistrement obligatoire (*propiska*), des dizaines de milliers de « marginaux » et autres « éléments déclassés » furent expulsés des grandes villes et se retrouvèrent dans ces « villages de colonisation ».

Les « colons spéciaux » constituaient un vivier idéal pour les camps ; la majorité de ceux qui parvenaient à s'enfuir — ils furent, selon les statistiques du NKVD, plus de 600 000 entre 1932 et 1940 — étaient, lorsqu'ils n'étaient pas rattrapés, contraints de vivre en marge de la société. Lors des grandes « opérations répressives » (comme celle que lança le gouvernement en juillet 1937), ils étaient toujours les premiers visés, et avaient toutes les chances non seulement d'être envoyés en camp pour une dizaine d'années, mais de finir devant le peloton d'exécution (cf. encadré « La répression des « éléments antisoviétiques » », p. 44).

Par le décret du 22 octobre 1938, les enfants des « colons spéciaux » qui avaient atteint l'âge de seize ans, devaient recevoir un passeport et devenir des citoyens à part entière. En réalité, les libérations restèrent très limitées : moins de 80 000 enfants de « koulaks » obtinrent leur passeport avant la guerre. La véritable décrue du nombre des « colons spéciaux » ne commença qu'à partir du printemps 1942, lorsque le gouvernement décida d'appeler sous les drapeaux les colons de seize à cinquante ans, à l'exception des « chefs de famille anciennement koulaks ». A la fin de 1943, le nombre des « colons spéciaux » n'était plus que de 670 000 environ. Il aura fallu attendre cependant la fin des années 1940 — vingt ans après le début de la collectivisation — pour que le contingent des « ex-koulaks » se réduisît vraiment (120 000 environ au début de 1949, moins de 25 000 au 1<sup>er</sup> janvier 1953) au terme d'une « extinction naturelle », où les libérations n'avaient eu que la portion congrue.

A cette date, le contingent des ex-koulaks avait été très largement rem-

CONTINGENT DES « COLONS SPÉCIAUX » DÉPORTÉS AU 1 <sup>er</sup> JANVIER 1953	
Allemands	1 224 931
Peuples du Caucase du Nord	498 452
Peuples de Crimée	204 698
Baltes expulsés en 1945-1949	139 957
Partisans de l'OUN	175 063
Déportés de Géorgie en 1944	86 663
Kalmyks	81 475
Déportés du « littoral de la mer Noire »	57 142
Polonais de Biélorussie	36 045
« Vlassovtsy »	56 746
Moldaves déportés en 1949	35 838
Ex-koulaks	24 686
Victimes de la loi du 2 juin 1948 sur le parasitisme	27 275
Baltes déportés en 1940-1941	32 405
Déportés de Géorgie en 1951-1952	11 685
Moldaves déportés en 1940-1941	9 793
Biélorusses, Ukrainiens déportés en 1940-1941	10 023
Autres	40 479
<b>TOTAL</b>	<b>2 753 356</b>

TABLEAU 4.  
Parmi les peuples du Caucase, on compte les Tchetchènes, les Ingouches, les Karatchaïs et les Balkars ; parmi ceux de Crimée, les Tatares, les Grecs, les Bulgares et les Arméniens ; les Baltes comprennent les Lituanais, les Lettons et les Estoniens ; les déportés de Géorgie, des Turcs et des Kurdes, et ceux du « littoral de la mer Noire » des Grecs, des Arméniens et des Turcs. Certains peuples ont connu deux vagues de déportation, notamment ceux de Géorgie en 1944 et 1951-1952 et les Baltes en 1940-1941 et 1945-1949 (V. N. Zemskov, *Istoria SSSR*, n° 5, 1991).

mences) mais leur travail fut « rationalisé » — un grand nombre d'entre eux fut transféré sur des grands chantiers ou près des mines. Sur les 416 000 « colons spéciaux » actifs au 1<sup>er</sup> avril 1941, une minorité — 140 000 environ — continuait à travailler la terre ; 60 000 peinaient dans des exploitations forestières. Près de la moitié des « colons spéciaux » était employée dans l'industrie : 53 000 environ dans l'extraction charbonnière, 36 000 dans l'industrie des métaux non ferreux, 21 000 dans la métallurgie, 20 000 dans la construc-

mi-chemin entre les détenus et les citoyens à part entière, ces « colons spéciaux » dont le nombre, malgré les nombreux fuyards et la forte mortalité, s'était stabilisé, à partir de 1934 et jusqu'à la guerre, aux environs de 1 million d'individus. En réalité (cf. tableau 3, p. 45), le flot des « colons spéciaux » — plus de 2 millions de personnes entre 1932 et 1940 — ne tarit pas avec l'achèvement de la collectivisation, au milieu des années 1930.

De nombreuses personnes ayant achevé leur peine dans les camps n'ob-

placé par les « nouveaux » colons spéciaux, appartenant aux « peuples déportés ». Au début de 1953, deux mois avant la mort de Staline, les « *spetposelemtsy* » étaient plus nombreux que jamais : plus de 2 750 000 (cf. tableau 4, p. 46).

Les premiers groupes nationaux massivement déportés furent, dès le début de l'année 1940, les Polonais installés dans les régions (Biélorussie et Ukraine occidentale) occupées par les Soviétiques à la suite de l'accord secret Ribbentrop-Molotov du 23 août 1939. De février 1940 à juin 1941, plus de 380 000 Polonais furent déportés, ainsi que plusieurs dizaines de milliers de Baltes. Au cours de la guerre, Staline fit porter sur huit nationalités la responsabilité collective de la collaboration avec l'Allemagne. Pour des raisons obscures quant au choix précis des nationalités touchées (à l'exception des Allemands de la Volga, dont plus d'un million furent déportés en Sibérie et au Kazakhstan à partir du mois d'août 1941), si ce n'est que toutes s'étaient trouvées sur le chemin de l'envahisseur nazi, les Karatchaïs, Kalmyks, Tchetchènes, Ingouches, Balkars, Meskhets, Tatars de Crimée et autres peuples de Crimée (Grecs, Bulgares, Arméniens, etc.) furent déportés dans des conditions presque identiques à celles qui avaient présidé à la « dékoulakisation » une quinzaine d'années auparavant.

## D ES ARCHIVES ENCORE VIERGES

Selon plusieurs sources concordantes, les pertes humaines entre le départ des « contingents » et leur « installation », après plusieurs mois de transfert, dans les zones les plus reculées du Kazakhstan, de la Sibérie, de l'Asie centrale et de l'Oural (cf. carte, p. 45), atteignaient fréquemment 10 à 20 % des effectifs. Au cours des trois ou quatre premières années suivant la déportation, les conditions de vie étaient telles que la mortalité restait très élevée. Ainsi, sur les 575 768 déportés du Caucase du Nord arrivés à destination dans la seconde moitié de l'année 1944, 146 892 (soit 25,5 %) moururent avant le 1<sup>er</sup> octobre

1948 ; on n'enregistra, pour ce groupe de déportés, que 28 120 naissances. La mortalité des autres groupes de déportés était comparable : ainsi, pour ne prendre que cet exemple, parmi tous ceux que nous révèle la statistique du Goulag, des 228 392 personnes évacuées de Crimée parvenues à destination, 44 887 (20 %) moururent en quatre ans. Néanmoins, comme dans le cas des koulaks déportés dans les années 1930, l'équilibre naturel des décès et des naissances se rétablit progressivement, en général au bout de la cinquième année, c'est-à-dire en 1949-1950.

Après la fin de la guerre, et jusqu'en 1951-1952, plusieurs centaines de milliers d'autres personnes furent également déportées des régions nouvellement incorporées ou réincorporées à l'URSS, et soumises à la soviétisation et à la collectivisation : Lituaniens, Lettons, Estoniens, Moldaves, Polonais de Biélorussie, Ukrainiens « occidentaux » supposés soutenir l'OUN (Organisation des nationalistes ukrainiens) payèrent le plus lourd tribut. Mais l'on déporta également d'autres peuples — Grecs, Arméniens, Turcs « du littoral de la mer Noire », Iraniens de Géorgie — et d'autres catégories sociales : les soldats de l'armée du général Vlassov<sup>4</sup>, ainsi qu'un grand nombre de prisonniers de l'armée Rouge « récupérés » en Allemagne, et des « parasites sociaux, menant un mode de vie antisocial à la campagne » (déportés au titre de la loi du 2 juin 1948).

Bien sûr, pour toutes ces catégories, celles déportées « à perpétuité et sans droit de retour » (les peuples « punis » pour « collaboration »), comme celles « isolées temporairement », la frontière entre le camp proprement dit et la « zone spéciale » était perméable et mouvante. Un décret du 26 novembre 1948 stipulait que toute personne appartenant à un des peuples collectivement déportés « à perpétuité » qui quitterait sa résidence administrative serait punie de vingt ans de camp. Les déportations massives — par familles, par catégories sociales cataloguées comme « étrangères » (« koulaks », intelligentsia), par villages entiers hostiles à la collectivisation ou soupçonnés de soutenir les « partisans » antisoviétiques (notamment dans les pays Baltes et en Ukraine occidentale) — allaient généralement de pair avec des arrestations individuelles, qui menaient les

## UNE DIRECTIVE DE NIKITA EJOV

Moscou, le 30 juillet 1937.

« J'ordonne de commencer l'opération de répression des ex-koulaks, criminels et autres éléments antisoviétiques à partir du 5 août 1937.

Contingents à réprimer :

1 — Ex-koulaks, revenus de déportation et continuant à mener une activité de subversion antisoviétique.

2 — Ex-koulaks s'étant enfuis du camp et koulaks essayant d'échapper à la dékoulakisation, menant une activité antisoviétique.

3 — Ex-koulaks et éléments socialement dangereux, membres d'organisations de bandits, de terroristes, de fascistes qui ont échappé aux mesures répressives ou se sont enfuis du camp et ont repris leurs activités criminelles antisoviétiques.

4 — Membres des partis politiques antisoviétiques (socialistes-révolutionnaires, mencheviks, dachnaks, moussavatistes), ex-Blancs, fonctionnaires et policiers tsaristes, bandits, émigrés revenus au pays, qui ont échappé aux mesures répressives ou se sont enfuis du camp et ont repris leurs activités criminelles antisoviétiques.

5 — Éléments les plus actifs des bandes blanches cosaques en cours de liquidation ainsi que des bandes fascistes, terroristes et de diversion. Les éléments des bandes dénommées ci-dessus, actuellement emprisonnés et dont l'affaire est en cours d'instruction seront également soumis à la répression.

6 — Éléments les plus actifs parmi les ex-koulaks, bandits, Blancs, membres du clergé et des sectes actuellement en camp, mais continuant à y mener leur activité contre-révolutionnaire.

7 — Criminels (bandits, voleurs-récidivistes, contrebandiers professionnels, voleurs de bétail) particulièrement actifs ou dont l'affaire est en cours d'instruction.

8 — Éléments criminels, actuellement en camp, qui continuent à y mener une activité antisoviétique. Tous ces éléments sont divisés en deux catégories : la première catégorie comprend les plus actifs des éléments recensés ci-dessus. Ils doivent être immédiatement arrêtés et, après passage de leur affaire par voie administrative devant une troïka, fusillés. La deuxième catégorie comprend les éléments moins actifs, mais néanmoins ennemis du régime. Ils doivent être arrêtés et enfermés pour une durée de huit à dix ans dans un camp... D'après les données fournies par les responsables de région du NKVD, le nombre et la répartition des deux catégories sont fixés comme suit. L'opération devra être terminée dans un délai maximum de quatre mois. Les autorités concernées enverront au Centre, les 1<sup>er</sup>, 5, 10, 15, 20, 25 de chaque mois, des rapports circonstanciés, par télégramme et par poste, sur les progrès de l'opération.

Le commissaire du peuple à l'Intérieur, Commissaire général à la sécurité d'État, N. Ejov.

(Document : Ordre Opératif du NKVD n° 00447. Opération de répression des ex-koulaks, criminels et autres éléments antisoviétiques.)



victimes directement dans les camps.

Un sort particulier fut réservé à une partie des prisonniers de guerre soviétiques, aux « *Vlassovtsy* » (les soldats du général Vlassov) ainsi qu'à un certain nombre de civils ayant exercé des responsabilités dans des zones occupées provisoirement par les nazis et soupçonnés de collaboration avec l'occupant. Ils furent, en général, enfermés dans des camps spéciaux du NKVD, dits « *de fil-*

tion des camps et des « zones spéciales » était « qualitativement » très différente de celle des années 1930 : aux paysans déportés et aux communistes accusés d'être des « *ennemis du peuple* », perdus et désorientés dans un monde où ils ne retrouvaient plus leurs repères, avaient succédé des militants antibolcheviques, nationalistes, militaires ayant l'expérience de la lutte armée, consciemment et résolument opposés au système. Le

bute tout juste. Les dizaines de milliers de pages, où s'alignent, colonne après colonne, des chiffres, encore des chiffres, certains copiés à la main, d'autres tapés à la machine par un personnel nombreux (dès la fin des années 1930, plus d'un demi-million de personnes travaillaient aux divers échelons du NKVD), contiennent les renseignements les plus divers, des plus tragiques aux plus étonnants, sur l'univers concen-



tration et de contrôle », créés dès la fin de 1941. En trois ans (décembre 1941-décembre 1944), 421 200 personnes « passèrent » par ces camps ; durant l'année 1945, ces établissements « accueillirent » 214 000 prisonniers environ. En janvier 1946, les camps de « *filtration et de contrôle* » furent intégrés au système du Goulag, et leurs détenus soit libérés, soit déportés, soit internés.

— A la fin des années 1940, la popula-

*Prisonniers du goulag dans les années 1980. Les chiffres froids que l'on exhume aujourd'hui ne peuvent rendre compte du terrible drame qui s'est joué dans les camps (cf. P. Perrin/Sygm).*

Goulag du début des années 1950 connu ses organisations clandestines et ses grèves spectaculaires : une nouvelle nation était née, la nation zek<sup>5</sup>.

L'étude des documents du Goulag dé-

trationnaire, qu'il est impossible de présenter dans le cadre de cet article. On apprend de quelles maladies sont morts les détenus (poly-avitaminose, paralysie cardiaque, résultat d'un état d'épuisement absolu de l'organisme, tuberculose, pelagre, maladies intestinales, etc.), à quel âge, après combien de temps passé en détention (les deux premières années étaient les pires). Les répartitions des détenus par sexe (94 %



d'hommes en 1938, mais seulement 81 % dix ans plus tard), par âge, par nationalités, sont également présentes dans les statistiques du Goulag, de même que celle concernant le niveau d'instruction : on remarque ainsi un quadruplement du nombre des détenus ayant achevé des études supérieures entre 1936 et 1940 ; leur nombre, cependant, reste relativement faible : un peu plus de 40 000 en 1940. Que sont devenus les autres cadres et intellectuels arrêtés ? Sont-ils morts en plus grand nombre que la « moyenne » ? Ont-ils été exécutés ?

Les documents du Goulag révèlent également des chiffres étonnants comme le nombre de détenus « employés » par le NKVD pour dénoncer les autres : ils étaient 16 887 en janvier 1940 et 138 992 (dont 9 958 « résidents », 3 904 « agents », 64 905 « indics » et 60 225 détenus « chargés de s'opposer à toute tentative d'évasion ») en juillet 1947 ! Enfin, nombre de données statistiques précisent le rôle important du Goulag dans l'économie soviétique. En 1940, le NKVD exécutait 13 % du volume des grands travaux de l'économie soviétique. Au 1<sup>er</sup> septembre 1948, sur les 2 260 000 détenus du Goulag, 1 220 000 environ étaient « loués » à des entreprises dépendant des principales administrations économiques (métallurgie, mines, exploitation forestière, travaux publics). Comment étudier désormais la « classe ouvrière soviétique » sans tenir compte de cette immense main-d'œuvre servile peinant souvent sur les mêmes sites industriels que les travailleurs libres ?

Néanmoins, des lacunes importantes subsistent : la bureaucratie du Goulag fonctionnait en effet parfaitement pour décrire ses pensionnaires, ceux qui étaient arrivés à destination dans l'enfer concentrationnaire des camps et des colonies de travail, des villages de déportés et des « zones spéciales ». Mais on ne sait toujours presque rien — en termes statistiques, car les descriptions du chemin de croix entre le moment de l'arrestation et la condamnation, à une peine de camp ou à la peine capitale, ne manquent pas — sur tous ceux qui ne sont jamais « arrivés à destination ». On sait que les « pertes » — en prison, au cours des interrogatoires et des interminables transferts — ont été très importantes : quelques données sur les contingents de déportés en témoignent.

Mais combien ont été fusillés ? Question capitale, lancinante, que la découverte, au cours de ces cinq dernières années, de nombreuses fosses communes et de charniers (Kouropaty en Biélorussie, Bykovna en Ukraine, pour ne citer que les plus fameux) contenant les corps de milliers de suppliciés, abattus d'une balle dans la tête, durant, semble-t-il, les années 1937-1938, rend plus actuelle que jamais. Jusqu'à présent, les archives

## LEXIQUE

**GOULAG (GULAG — Administration principale des camps) :** créé en juillet 1934, au moment de la réorganisation de la police politique (OGPU) et de son rattachement au nouveau commissariat du peuple à l'Intérieur (NKVD), confié à G. Iagoda. La Sécurité d'État fit désormais partie de ce nouveau commissariat, qui englobait l'ensemble des ministères de l'Intérieur de chaque république. La gestion décentralisée des camps de travail correctifs, dépendant jusqu'alors des autorités de chaque république (Intérieur jusqu'en 1930, puis Justice), fut, avec le gonflement spectaculaire du nombre des détenus (150 000 environ en 1929 ; 300 000 début 1932 ; 500 000 début 1935, sans compter les « colons de travail », essentiellement des « dékoulakisés »), entièrement réorganisée et confiée au GULAG du NKVD.

**ITL (Ispravitelno-troudovoi lager) :** camp de travail correctif. Ces camps étaient en général plus importants que les ITK (Ispravitelno-troudovaja kolonija), colonies de travail correctif, unités plus petites où étaient enfermés les détenus « socialement moins dangereux », condamnés d'habitude à des peines plus courtes (cinq ans ou moins).

**TROUPOSELKI ou SPETZPOSELKI :** « villages de travail » ou « zones spéciales », où étaient assignés à résidence les « trou » ou « spetz » poseletsy (les « colons de travail » ou « colons spéciaux »). Gérées par les Commandatures du NKVD, ces « zones spéciales » constituaient un univers hybride, à mi-chemin entre le camp proprement dit et les villages libres. En Sibérie, dans l'Oural, au Kazakhstan, dans l'Extrême-Orient soviétique, on observait souvent une étonnante osmose entre l'univers libre et l'univers concentrationnaire, bien rendue dans le remarquable film de K. Kanevski, *Viz, meus, ressuscite* (Mosfilm, 1991).

ouvertes à la consultation n'ont apporté aucune donnée statistique décisive sur l'ampleur des exécutions durant la « Grande Terreur ». Les documents existent, sans doute, dans les « archives présidentielles » et les archives du KGB.

Au début du mois de juin 1992, époque des « grandes manœuvres » politiques autour de l'ouverture du « procès du PCUS », Mikhaïl Poltoranine, vice-président de la Commission de dé-

classification des archives, a daigné « livrer au public » un certain nombre de documents ultra-secrets sur l'année 1937. Le journal *Troud* a publié, entre autres, comme exemple édifiant du « terrorisme que faisait régner sur le pays l'ordre teutonique [sic] des communistes », une résolution du Politburo, datée du 2 juillet 1937, et un « ordre opératif » du NKVD, signé par Ejov et daté du 30 juillet de la même année (cf. encadré « Une directive de Nikita Ejov », p. 47). Le premier document expose les grandes lignes d'une « action de répression » de grande envergure contre les « anciens koulaks et éléments criminels ». Le second explicite les modalités de cette « opération ». On y apprend que les éléments visés appartenaient en réalité à un spectre socio-politique beaucoup plus large que les catégories énumérées au départ par le Politburo : aux côtés des « ex-koulaks » ayant fui leur lieu de déportation et des « éléments criminels », figuraient les « éléments socialement dangereux », les « membres de partis anti-soviétiques », les anciens « fonctionnaires tsaristes », les « Gardes Blancs », etc. Or, l'on sait, d'après de nombreux témoignages et les documents d'archives accessibles, que ces « appellations » étaient attribuées à n'importe quel suspect, qu'il appartint au Parti, à l'intelligentsia ou au « petit peuple ».

Ce second document donne une liste précise, chiffrée, des objectifs à atteindre, région par région, pour les « deux catégories » : les individus de la première catégorie (76 500 personnes) devaient être, au terme d'une procédure administrative simplifiée, fusillés ; ceux de la seconde catégorie (201 000), envoyés en camp pour dix ans. Toute l'opération, commencée (selon les régions) entre le 5 et le 15 août 1937, devait être achevée en quatre mois. Cette « opération » fut-elle la seule de son espèce ou y en a-t-il eu d'autres ? Ses objectifs ne furent-ils pas dépassés comme ce fut le cas lors de la collectivisation et de la « dékoulakisation » — par des fonctionnaires du NKVD particulièrement zélés dans la chasse aux « records » et aux « ennemis » ?

Sur le nombre global de fusillés, on dispose actuellement de deux sources ; les chiffres cités sont proches, mais ils recouvrent des catégories de victimes et des périodes différentes. La première est une note adressée le 14 février 1954 à N. Khrouchtchev et signée par le Pro-

curer général de l'URSS R. Roudenko, le ministre de l'Intérieur S. Krouglov et le ministre de la Justice K. Gorchenin. Selon ce document, entre le 1<sup>er</sup> janvier 1921 et le 1<sup>er</sup> février 1954, les « collègues spéciaux » et les « troïkas » de l'OGPU, puis du NKVD, le « collège militaire » de la Cour suprême et les tribunaux militaires avaient condamné 3 777 380 personnes, sous l'accusation « d'activités contre-révolutionnaires ». Sur ce nombre, 642 980 avaient été condamnées à la peine capitale ; les autres, soit un peu plus de 3 100 000 personnes, à des peines de camp ou à la déportation.

On sait le « flou » qui entourait la notion d'« activités contre-révolutionnaires ». Néanmoins, ce document donne un ordre de grandeur : peut-être un demi-million d'exécutions pour les deux années les plus terribles de la répression, 1937 et 1938 ; tous les témoignages confirment, en effet, que les exécutions de « politiques » furent beaucoup plus rares au cours des autres années. Un second document — révélé aux seuls délégués du Plénum du Comité central qui se tint du 22 au 28 juin 1957 et qui condamna le « groupe antiparti » Molotov-Malenkov-Kagano-

vitch, et récemment exhumé — fait état de 681 692 exécutions (toutes « catégories » confondues, « droits communs » et « politiques ») en 1937-1938. Du 27 février 1937 au 12 novembre 1938, Staline, Molotov et Kaganovitch apposèrent leur signature au bas de listes comprenant 38 679 personnes, dont les dossiers étaient suivis par le Collège militaire de la Cour suprême.

Dans les statistiques du Goulag, nous l'avons dit plus haut, l'impact de la « Ejojschina » est ainsi fortement minimisé. Une étude détaillée des condamnations montre, par exemple, qu'aux 350 000 nouveaux « contre-révolutionnaires » recensés dans les seuls ITL durant les années 1937-1938, il faut ajouter 182 000 nouveaux détenus (dans les seuls ITL) condamnés comme « éléments socialement dangereux » ou « socialement nuisibles ». Combien sont morts dans les camps au cours de ces deux années ? Au moins 50 000 « politiques » dans les seuls ITL, et sans doute plus lorsque l'on sait, d'après de nombreux témoignages, que la mortalité était plus élevée parmi les « politiques » que parmi les « droits communs ».

Répétons encore qu'aucune donnée statistique précise n'est actuellement disponible en ce qui concerne la mortalité, sans doute importante, durant les transferts, entre le moment de l'arrestation et l'arrivée au camp. Au chiffre d'environ 600 000 « politiques » internés — ou morts — dans les camps de travail (combien furent enfermés dans les « colonies » de travail ? Peut-être encore 200 000, si l'on sait que le rapport numérique entre les ITL et les ITK était d'environ 60 %-40 %, mais que les « politiques » étaient envoyés plus souvent dans les ITL que dans les ITK), il faut ajouter plusieurs centaines de milliers d'exécutions pour obtenir un bilan encore très approximatif des victimes de la « Grande Terreur » de 1937-1938.

Longtemps niée en Occident par une intelligentsia « de gauche », pour laquelle dire l'impensable — qu'il existait des camps au « pays du socialisme » — c'était « désespérer Billancourt », la réalité du Goulag devint brutalement, au début des années 1970, l'explication globale — historique, philosophique, morale —, enfin trouvée, du « phénomène soviétique ». L'histoire de soixante ans de régime soviétique n'était plus que l'histoire de la lutte de l'État totalitaire contre l'homme, l'his-

toire de l'asservissement de l'homme par l'État et de la soumission graduelle de l'homme à l'esclavage, mieux, l'acceptation, par l'*homo sovieticus*, de son esclavage. Alexandre Soljenitsyne concluait son *Archipel du Goulag*, modestement intitulé *Essai d'investigation artistique*, par l'idée selon laquelle en chaque nation comme en chaque homme se jouait le combat du Bien et du Mal : « *L'amour de la liberté nous faisait défaut. Nous avons perdu la mesure de la liberté.* »

Aujourd'hui, les peuples de l'ex-URSS ont retrouvé la mesure de la liberté. Celle-ci ne peut être solidement assise que sur la vérité, non sur le repentir. La souffrance endurée dans le mensonge n'était-elle pas un des ressorts essentiels du régime soviétique ? Pour ne rien oublier, pour tâcher de comprendre le caractère paroxystique et sanglant de la répression politique contre toute une société, le temps est venu d'étudier historiquement le Goulag.

Les documents existent. Il reste à l'historien d'éviter l'écueil de l'historicisme et d'échapper à l'orgueil si caractéristique des sciences humaines modernes, cet orgueil qu'entrevoit déjà Pégyu lorsqu'il écrivait que « *l'historien moderne est devenu un Dieu* ».

Sans doute les chiffres les plus communément avancés, « popularisés » — une dizaine de millions de détenus présents en permanence, de la fin des années 1930 au milieu des années 1950, dans les camps du Goulag, quelque 5 à 7 millions de victimes « politiques » de la « Grande Terreur » — ont-ils été fortement exagérés. Néanmoins, les données aujourd'hui disponibles — la présence moyenne et permanente, quinze ans durant, de 2 à 2,5 millions de personnes au Goulag, d'un autre contingent de 1,5 à près de 3 millions de « colons » et « déportés » spéciaux — sans tenir compte des morts « en transit », en camp (sans doute 2 millions), des exécutés (au nombre jusqu'à présent invérifiable) — témoignent d'une façon indiscutable, forte et terrible de l'ampleur de la répression stalinienne.

Même « corrigés à la baisse » par rapport aux extrapolations tirées des témoignages des survivants, les chiffres froids et nus aujourd'hui exhumés, colonne après colonne, ne doivent jamais nous faire oublier que chaque unité représente une vie humaine brisée, mutilée, sacrifiée.

## NOTES

1. Archives présidentielles (ou archives du Kremlin) : y sont conservés les documents les plus importants et les plus « sensibles », tels les copies rendus stenographiques du Politburo, les rapports « spéciaux » adressés aux dirigeants sur l'ampleur de la répression, une partie de la correspondance personnelle des élites politiques, etc. En janvier 1993, Boris Eltsine a signé un décret autorisant le transfert de ces documents dans les centres d'archives concernés. Mais combien de temps ce transfert prendra-t-il ?

2. Cet article punissait les « actes contre-révolutionnaires ». Il comportait quatorze alinéas (trahison, espionnage, sabotage, terrorisme, propagande anti-soviétique, etc.). Les peines encourues variaient entre cinq ans de camp et la « mesure suprême de défense sociale », c'est-à-dire la mort, avec « confiscation de tous les biens ». Dans l'univers des camps, les « 58 » étaient traditionnellement distingués des « 35 » (c'est-à-dire les « droits communs », condamnés en général au titre de l'un des nombreux alinéas de l'article 35 du Code pénal).

3. A la fin de 1932 fut institué le passeport intérieur que tout travailleur urbain était tenu de remettre à son employeur, et sur lequel étaient notés ses emplois successifs. Pour tâcher de limiter l'instabilité de la main-d'œuvre et contrôler les migrations des paysans vers les villes, fut parallèlement établi le système de la « propiska », c'est-à-dire l'enregistrement obligatoire, figurant dans le passeport, auprès de la police locale. Les kolchoziens, privés du passeport intérieur, n'étaient pas autorisés à quitter le kolchose sans autorisation ni contrat de travail en bonne et due forme. Ils étaient ainsi attachés au kolchose comme le serf l'avait été à la terre du seigneur.

4. Général de l'armée rouge fait prisonnier par les Allemands en juillet 1942, A. Vlassov accepta par convictions antistaliniennes de collaborer avec les nazis. Ceux-ci l'autorisèrent à constituer un « Comité national russe » et à lever deux divisions, qui combattirent sur le front ouest. Après la défaite de l'Allemagne nazie, le général Vlassov et ses officiers furent livrés aux Soviétiques et exécutés. Les soldats de l'armée de Vlassov furent envoyés au Goulag.

5. Zek : abréviation russe de « détenu ».